
1239 Décret du 10 décembre 2015 relatif à l'évaluation des activités d'apprentissage

(Moniteur n°8 du 11 janvier 2016 p.633)

Projet de décret n°205 (2015-2016)

Discussion et adoption : séance du 9 décembre 2015, CRI n°6 (2015-2016)

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2015/29681]

10 DÉCEMBRE 2015. — Décret relatif à l'évaluation des activités d'apprentissage (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, il est inséré un article 140bis rédigé comme suit :

« Art. 140bis. Au cours d'une même année académique, l'étudiant est dispensé de repasser l'évaluation d'une activité d'apprentissage réussie, sauf s'il fait la demande expresse de la repasser en vue d'améliorer sa note. D'une année académique à l'autre, le jury peut dispenser l'étudiant d'activités d'apprentissage pour laquelle l'étudiant a obtenu une cote d'au moins 10/20. ».

Art. 2. L'article 1^{er} du présent décret produit ses effets à partir de l'année académique 2014-2015.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 10 décembre 2015.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Éducation, de la Culture et de l'Enfance
Mme J. MILQUET

Le Vice-Président, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles,
R. MADRANE

Le Ministre des Sports,
R. COLLIN

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse,
des Droits des femmes et de l'Égalité des chances,
Mme I. SIMONIS

Note

(1) *Session 2015-2016.*

Documents du Parlement. — Proposition de décret, n° 205-1. – Amendement de séance n° 205-2.

Compte-rendu intégral. — Rapport oral, discussion et adoption. Séance du 9 décembre 2015.
